

Deux assassinats... L'affaire Pibouleau

Par Luc Rudolph

Quand, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1944, les sbires de la « Gestapo française » de la rue Lauriston, « exécutent » les époux Pibouleau, dans un coin de Ville d'Avray (Yvelines), ils ne sont que les metteurs en scène des basses œuvres d'un réseau de Résistance. † **Louis Jean Pibouleau**¹ est né en 1912 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Fils d'un officier, il devient inspecteur de police dans sa ville natale en 1937. Il n'accepte pas la capitulation de la France et s'associe en 1941 à l'activité résistante du commissaire Auguste Clary, pour lequel il est agent de liaisons, et à celle du groupe *Motard* dirigé par l'officier de paix Marcel Reynoard, dont les membres seront plus tard intégrés dans *Ajax*. Puis il adhère au réseau *Radio-Patrie*, où il est *Branly* ou *Branlin Louis*. Quand l'organisation est anéantie, en 1943, il parvient à échapper à l'arrestation en soustrayant, lors de l'opération, des documents le mettant en cause. Pibouleau était en effet actif comme agent de renseignements, dans la détection des collaborateurs et des agents allemands, mais était aussi un opérateur radio de son réseau. Ses premiers employeurs sont tous particulièrement élogieux sur l'enthousiasme patriotique de leur recrue. Il rejoint alors le réseau *Marco-Polo*, zone sud-est, sous les ordres de *Raymond*, avec son épouse Juliette James (née en 1921).

Marco-Polo² est un réseau d'action, de renseignements et d'évasion créé en novembre 1942 par le capitaine de frégate Pierre Sonnevile, rappelé en Angleterre en avril 1943. Lui succèdent Paul Guivante, puis René Pellet. Ce réseau à la forte activité connaît de graves et récurrents problèmes de sécurité dès la mi-1943 et perdra 165 agents sur 929.

Pibouleau oeuvre aussi pour *Ajax*, dès sa création, au sein duquel il est *Uranus*, RZ 403³. *Marco-Polo* prend rapidement le dessus, et engage le policier comme agent de renseignements. Puis, intéressé par la compétence rare du policier, le recrute comme chef-radiotélégraphiste. Il devient agent permanent du réseau et abandonne son emploi d'inspecteur en août 1943 au prétexte d'une maladie. Il met en place un poste émetteur dans le Rhône, où il travaille pour le chef intérimaire du réseau national, *Octave Pellet*. Les résultats sont médiocres, compte-tenu de la qualité très insuffisante de l'équipement. De son côté, Juliette Pibouleau devient un agent de liaisons essentiel de *Marco-Polo* dans un vaste ressort du sud-est de la France, où elle accomplit de multiples missions. Elle aussi était agent P2

¹ SHD GR 28P4 130 27 Paul Bert, Jean Clémentin, Jacques Iseger, Uranus, Urbain.

² SHD GR 17P 164.

³ Son immatriculation dans le réseau.

rémunéré. Elle partage cette activité avec le rôle de maîtresse de *Raymond*, le responsable régional du réseau, sous l'œil bienveillant de son mari. L'efficacité malgré tout reconnue du policier le fait accéder au rang d'officier : son réseau l'envoie au Mans, avec pour mission d'y devenir le responsable radio du secteur, le centre *Baobab*⁴, et de développer celui-ci. Le matériel qu'il reçoit alors s'avère aussi défectueux que rare, et la mission de l'ancien policier s'étioule, malgré ses nombreuses relances vers un réseau frappé d'inefficacité en raison d'une situation d'insécurité chronique, victime de multiples coups durs, révélateurs d'autant de failles et de trahisons.

Il est alors envoyé à Tours, dans le même objectif, guidé par l'inspecteur Petitfils. Privé de matériels, systématiquement capturés par les Allemands dès leur largage sur le sol français, Pibouleau s'ennuie. Il commet à partir de là une double imprudence. Pour rester utile à son réseau, il lance son équipe dans une activité de recherche de renseignements pour laquelle il n'était pas mandaté, faisant l'acquisition sur ses fonds affectés d'un appareil photo. Egalement, malgré le retour occasionnel et non-autorisé de sa femme à ses côtés, il « fait la vie » avec des demi-mondaines, y consacrant de l'argent du réseau, en compagnie de son collègue, Charles Petitfils, qui se fera ultérieurement son accusateur. Rappelé à l'ordre, Pibouleau revient en mai 1944 à Lyon s'expliquer devant *Octave* et faire amende honorable, avant d'être envoyé vers Paris. Son sort est alors déjà scellé, même s'il n'est à ce moment jamais accusé directement d'avoir provoqué l'arrestation et la mort d'agents, faits qui « justifieront » son « exécution » : il est soupçonné, sans aucune preuve, d'être à l'origine des nombreuses arrestations qui se sont poursuivies dans le secteur ouest -à Tours-, où il séjourna.

Quand les corps des époux Pibouleau sont trouvés, chemin de la Ronce, en bordure du Parc de Saint-Cloud à Ville d'Avray, le 5 juillet vers zéro heure, c'est que le meurtre des deux conjoints a été observé par un témoin, Joseph Van Raalte, qui, de son domicile a vu arriver un véhicule, le 4 vers 23 heures, dont quatre occupants ont assassiné les deux autres : Louis et Juliette ont été abattus de trois coups de pistolet dans la nuque. Morts pour rien...

Les auteurs ne sont pas difficiles à identifier, quelques mois plus tard : membres⁵ de la « Gestapo » française, ils sont, pour leurs agissements en son sein, emprisonnés. Ils se prévalent alors de leur activité « résistante » au sein de *Marco-Polo*, et il apparaît vite que c'est sur l'ordre du responsable du réseau nord, le capitaine Hardiviller *Michel*, que le couple de Marseillais a été tué. La suite de l'enquête révélera que cet officier n'a été que l'instrument de la mise en oeuvre d'une décision prise collégalement par la direction du réseau. Au cours d'une rencontre à trois provoquée par *Octave* à Lyon, dès début mai (avant le rappel de Pibouleau), la mort du policier et de sa femme fut en effet décidée. Accusé d'avoir dilapidé en parties fines, une part des sommes qui lui avaient été remises pour le fonctionnement de son secteur, Pibouleau se trouve aussi incriminé pour être un danger pour la sécurité de *Marco Polo*, en raison de prétendues vantardises dangereuses. Il est soupçonné, sans preuves ni indices, d'avoir livré des agents aux Allemands. C'est donc finalement pour « trahison » (laquelle ?), que les époux (qu'avait-on à reprocher à Juliette ?) seront condamnés... Le couple est alors attiré à Paris au prétexte d'aller ressusciter le centre radio du Mans. C'est de leur hôtel parisien qu'il sera sorti par Georges Hernandez, pour aller dîner dans son restaurant. Puis, rejoints par les trois autres voyous⁶, les Pibouleau iront vers leur triste destin, au prétexte d'aller visiter un centre de transmissions dans une ferme à l'ouest de Paris.

Il est vrai que le réseau semble avoir de tout temps été victime de coups du sort successifs. Ainsi, longtemps avant l'arrivée de Pibouleau en son sein, l'organisation a connu des vagues

⁴ Qui relevait aussi d'*Eleuthère*.

⁵ Il s'agit de Robert Gourari, Jean Sartore et Abel Danos (les noms de Charles Cazauba et d'Amerlot sont aussi évoqués), le célèbre *Mammoth*... Ils auraient, à la demande d'Hardivillier, commis une semaine avant, un autre meurtre/exécution : celui d'Odette Andrieux-Martineau.

⁶ Pour laquelle ils font l'objet de propositions de Croix de guerre...

d'arrestations, qui se sont poursuivies jusqu'à la fin de la guerre –Hardiviller⁷ y échappe de peu lors d'un rendez-vous avec *Octave*-, après la mort du policier. Seuls de très rares parachutages n'ont pas été saisis immédiatement par les Allemands. Au point que l'enquête menée à la Libération par le commissaire résistant Pierre Sirinelli conduit celui-ci à s'interroger sur la probité de certains responsables du réseau (d'importants fonds ont disparu), allant jusqu'à évoquer l'hypothèse de trahisons à haut niveau, que l'affaire Pibouleau aurait servi à masquer. Après guerre, un indigne « jury d'honneur » réuni par le créateur de *Marco-Polo*, de retour de déportation, avalise le meurtre des époux Pibouleau, sur la base d'accusations posthumes émanant d'*Octave*⁸ dont la plupart ne sont pas fondées, et aucune ne justifiait deux condamnations à mort. Le « jury » ne gagne pas en crédibilité en allant jusqu'à réfuter le statut d'agents à plein temps –pourtant impossible à nier- du couple : un mensonge parmi d'autres, flegmatiquement répétés par le colonel Guivante de Saint-Gast, chef antérieur du réseau, jusque devant la commission d'homologation des FFC du 7 novembre 1950.

Celle-ci rend un avis mitigé, qui, sous les circonvolutions prudentes, refuse d'avaliser les allégations portées à sa connaissance et reconnaît les deux victimes comme agents du réseau. Le chef direct de Pibouleau, le lieutenant-colonel Baissac, responsable de l'activité radio, a d'ailleurs délivré une attestation qui se désolidarise d'*Octave*-René Pellet, dont les faux arguments ont su rallier à sa position les autres hiérarques de l'organisation. Il apparaît aujourd'hui probable, en regard de l'enquête très complète du commissaire Sirinelli⁹, après un dépôt de plainte par les familles des victimes pour assassinats, que le double homicide a sans doute, au mieux reflété la panique du chef de réseau intérimaire et au pire aurait servi à camoufler à la fois d'autres malversations et des trahisons. La lecture des copies des courriers adressés par Pellet à Pibouleau laisse la désagréable impression¹⁰ d'une justification à posteriori laborieusement improvisée. Les lettres du policier ont, elles, opportunément disparu. En ce qui concerne l'assassinat incompréhensible de Juliette Pibouleau, peut-être a-t-on simplement voulu se débarrasser d'un témoin potentiel de quelque agissement contestable. A noter que, fin mai, déjà condamnée, la femme était encore en mission sur la Côte d'Azur, où elle accomplit parfaitement sa tâche, sans dommages pour le réseau... Après le double assassinat, arrestations et saisies de matériel parachuté se poursuivront comme avant. Tout cela n'a pas empêché *Octave*, le principal instigateur du double forfait, d'être nommé lieutenant-colonel, à titre posthume. Son réel héroïsme s'affiche jusque dans le nom d'un collègue... Pourtant « il s'agit d'une des plus sombres histoires de la Résistance », comme l'écrit le second chef d'*Ajax*, le commissaire Léon Théus¹¹.

Louis et Juliette Pibouleau¹² ont été reconnus « morts pour la France ». Les délibérations de la commission d'homologation relatives à la reconnaissance de la Résistance des époux semblent s'être définitivement enlisées, sans vraiment rien trancher, laissant *Ajax* assumer seul leur défense convaincue -et convaincante pour les esprits impartiaux-. Une médiocre reconnaissance pour un homme dont les employeurs sains louaient le « patriotisme et la foi républicaine ».

⁷ Il fut brièvement arrêté par les Allemands, puis relâché.

⁸ Abattu par les Allemands. « Dans des circonstances mystérieuses » selon le colonel de Saint-Gast.

⁹ Qui sera relayé par le commissaire Clot.

¹⁰ Leur tournure fait soupçonner une rédaction tardive, justificative.

¹¹ Contrairement à ce qu'écrit Jacques Pellet la police est totalement convaincue du rôle de Pellet dans ces meurtres, et qu'il a utilisé son autorité hiérarchique sur Hardivillier.

¹² Pibouleau figure dans le fameux « Rapport Flora » pour avoir sauvé une trentaine de Français de l'arrestation en les prévenant la veille de l'opération.

René Pellet¹³ : questions sans réponses

Les archives du BCRA au SHD livrent des éléments pour retracer la genèse de ce qui ne fut finalement qu'un double meurtre et non une exécution.

Le rapport Sirinelli a balayé toutes les accusations qui pouvaient viser les époux Pibouleau : ni les éventuelles et faibles dissipations de fonds (courantes dans le réseau), ni les allégués bavardages (sans preuves ni suites vérifiées) ne pouvaient justifier une double élimination ni les circonstances dans lesquelles elle eut lieu. Rien ne colle dans le scénario mis en œuvre.

D'abord la chronologie rend les choses inexplicables sans leur donner un autre éclairage.

Ayant brillamment réussi dans ses fonctions de radio (le BCRA le qualifie de « très bon radio ») dans la région lyonnaise, où, visiblement, il était très apprécié, Pibouleau est nommé le 1^{er} avril 1944 au Mans à la tête d'un centre d'antennes (*Baobab*). Là le réseau vient de subir quelques coups qui amènent le policier, par prudence, à glisser vers Tours, où il affrontera vite le même problème. Son comportement semble alors remarqué au point que, en mars, René Pellet *Octave*, le chef de réseau, avait sollicité la promotion de son poulain au grade de sous-lieutenant. Dans ses archives, le BCRA relève que Pibouleau est monté au Mans « en dehors du réseau », et, pour des raisons de « sécurité » et « financières », rattaché directement au chef de *Marco-Polo*¹⁴. Un schéma inédit. Le 13 avril, le nouveau promu prend officiellement ses fonctions.

La question est de savoir si Pibouleau a été éloigné délibérément de Lyon en regard de ce qu'il avait vu dans le réseau (il avait aussi de la famille dans la région et était placé pour être bien informé). En tant que policier il pouvait difficilement être aveugle sur les errements relationnels de Pellet, et il était idéalement positionné aussi, aux côtés de Raymond Etienne Larcher¹⁵, le chef du secteur Méditerranée et amant de sa femme Juliette, pour être très bien informé sur le réseau.

Rien de ce qui apparaît officiellement entretemps ne peut en effet justifier un revirement qui, en quelques jours, va le conduire d'une éloquente promotion à une « exécution » sommaire, qui plus est avec son épouse. Pourtant, c'est dès mai 1944 – moins d'un mois après la prise de fonction officielle de Pibouleau, juste après la capture de Larcher à Lyon par les Allemands le 27 mai 1944 (un hasard ?)-, que, sans avoir réuni un quelconque tribunal, Pellet –qui évoque de vagues consultations informelles- avisa le responsable de la partie nord de *Marco-Polo*, Michel Hardiviller, de sa décision d'éliminer les époux Pibouleau loin de Tours et de Lyon – pourquoi ?-, chargeant *Michel* de la désagréable mission. Ceux-ci sont convoqués à Paris où ils descendent le 2 juillet 1944 à l'hôtel sis 5 rue d'Austerlitz (actuel Hôtel de l'Aveyron). Dans la nuit du 4 au 5 juillet, ils sont assassinés par les « gestapistes » recrutés par le réseau dirigé par Hardiviller -qui ne voulait pas être personnellement compromis-.

Il est à noter que Pellet lui-même ne fut souvent pas très regardant sur les recrutements : quand son environnement s'étonne de l'embauche dans le réseau de deux miliciens, le chef répond que « c'est pour les avoir sous la main à la Libération »... sans souci du risque qu'ils représentent. Le danger qu'il provoque lui-même ne semble pas davantage gêner Pellet quand il recrute son ami d'enfance Joseph Jean Peillet *Yota* pourtant hiérarque de la Légion des combattants et du PPF, et créateur du SOL dans la région lyonnaise. Celui-ci apparaîtra aux responsables du réseau comme « nettement vichyssois, prétentieux, paresseux, d'une rare

¹³ Voir les dossiers SHD Marguerite Baud-Pellet: GR 16 P 38386, René Pellet : GR 16 P 295607 et GR 28 P 4 131 71, Jean Peillet : GR 28 P 4 131 72, Louis Pibouleau : GR 28 P4 130 27, Michel Hardiviller : GR 16 P 285715 et GR 28 P4 130 22. Nota : Pellet et Guivante étaient tous deux francs-maçons, d'où des liens étroits.

¹⁴ Dossier SHD Réseaux n°17 P 134.

¹⁵ Dossier SHD 16 P 338 546.

couardise, ivrogne, pilier de mastroquet, menteur, retors, prêt à tout¹⁶ ». Pellet l'engage quand même dans *Marco-Polo*, et arrive, au début, à faire partager brièvement son enthousiasme à Paul Guivante de Saint-Gast *Paul*, le second chef¹⁷ du réseau.

Au bout de quelque temps, celui-ci voit cependant clair sur la nouvelle recrue de son adjoint, auquel il enjoint de se séparer de lui. Pellet passera outre et, devenu le chef du réseau à la mi-43, après l'arrestation de *Paul*, il « arrosera » abondamment son ami : ce sont près de deux millions de francs qui seront ainsi dilapidés –les quelques dizaines de milliers de francs mis au débit aléatoire de Pibouleau sont bien insignifiants...- au seul profit de la bourse de Peillet et de ses ambitions journalistiques ou autres. *Octave* semble avoir été totalement sous l'emprise de *Yota*, malgré les reproches véhéments d'un *Pola* (Jacques Bergier, clairvoyant, qui joue un rôle important dans la hiérarchie locale du réseau), au point que *Paul* soupçonnera Pellet d'être la victime consentante d'un « chantage » : « j'en déduis que si *Octave* a donné de l'argent, c'était pour acheter un silence » « et que cet argent fut pris sur ce réseau en donnant un semblant de couverture officielle ».

Quoique tardivement marginalisé par Pellet, Peillet deviendra néanmoins un temps capitaine au prétexte de son rôle à la tête d'un corps-franc inexistant et représentera après-guerre *Marco-Polo* au sein de l'Amicale des réseaux, avant d'être démasqué au retour de déportation de Saint-Gast. Il avait même su convaincre *Octave*, lequel l'avait répété lors d'un passage à Londres, le 12 novembre 1943, qu'il était à la tête d'une fantomatique armée rassemblant 12000 hommes (*France-Liberté*)... Un prétexte pour Pellet pour continuer à « arroser » son ami : il espérait –s'il croyait vraiment à cette légende- intégrer cette « armée » dans son réseau ! C'était donc bien là le « recrutement désastreux » qu'évoque Saint-Gast, tardivement reconnu par Pellet, qui finira par dire son ami « inutilisable à tous points de vue ».

Le secrétaire d'*Octave*, Julien Steyaert¹⁸, ira jusqu'à évoquer l'arrestation (le 23 juillet 1944), puis la fusillade de Pellet par les Allemands (le 23 août) comme étant « bizarre », sans que personne ne s'interroge du pourquoi de ce terme. Il n'avait par contre jamais rien vu de bizarre dans le comportement de Pibouleau (cf ses réponses le 15 janvier 1945) bien qu'étant aux premières loges aux côtés de Pellet. Londres non plus...

Une hypothèse pourrait donc être que le policier avait détecté les dérives de l'équipe Pellet/Peillet, et qu'il a été éloigné puis éliminé pour cette raison, avec son épouse, aussi bien informée que lui. Le récent ouvrage hagiographique¹⁹ sur René Pellet vient involontairement renforcer cette éventualité, puisqu'il apparaît qu'*Octave*, à son retour de Londres et en regard de la chute de la centrale du réseau pendant son absence, l'a installée au Milon à Chaponost, dans un vaste domaine agricole vite acheté à son nom à son retour de Londres, pour plusieurs millions de francs....

Ce qui va dans le sens d'une telle hypothèse repose aussi sur plusieurs autres points :

- Contrairement aux règles en vigueur dans la Résistance, Pellet n'a jamais fait comparaître ni Pibouleau ni son épouse devant un « tribunal » : leur exécution est le fait du chef, sans motivation et sans que les accusés puissent jamais s'expliquer
- Londres n'a jamais été informé de l'exécution
- Si bien que le BCRA organise un parachutage le 15 juillet 1944, dont Pibouleau ne peut bien sûr plus accuser réception...
- Le même BCRA s'étonne le 17 juillet que Pibouleau ne l'ait toujours pas contacté...

¹⁶ Le florilège résulte surtout des déclarations de Saint-Gast et de Bergier.

¹⁷ Après Pierre Sonnevile.

¹⁸ Dossier SHD 16 P 557233.

¹⁹ *De la pédagogie à la Résistance*, 2018, de Régis Le Mer et Jacques Pellet. Les auteurs étrillent sans vergogne une rare approximation de Jean-Marc Berlière quant aux références archivistiques, mais « omettent » totalement d'évoquer ce que contiennent par ailleurs ces archives : l'affaire Peillet, les homériques affabulations sur *France-Liberté*, les meurtres des époux Pibouleau et de Mme Martineau...

- Avant même la création d'*Ajax*, le BCRA, à la mi-43, a demandé à Achille Peretti²⁰ de conduire une enquête sur *Marco-Polo* et sur Pellet : cela a-t-il été fait ? On ne peut aujourd'hui le dire en l'état actuel des connaissances...

Tués pour camoufler des malversations, des chantages dans le réseau, voilà qui donnerait une toute autre motivation, crédible, pour un double meurtre jusque là incompréhensible. Un scénario possible parmi d'autres, mais des plus vraisemblables... Le même livre rend encore plus énigmatique le meurtre des époux Pibouleau (au demeurant totalement passé sous silence, tout comme l'affaire Peillet), en avançant quatre ou cinq probabilités de trahisons au sein de *Marco-Polo*... Ni Pellet, ni son épouse Marguerite ne pourront apporter d'éclaircissements : celle-ci meurt aussi, en déportation à Mauthausen, sous un bombardement allié.

La sordide affaire Pibouleau n'enlève rien à leur très réel héroïsme.

Charles Guillaume Petitfils²¹ était inspecteur de police à Tours. Il est né en 1900 à Nantes (Loire-Inférieure). Il se fait placer en disponibilité en avril 1942 et devient agent de renseignements et de liaisons à Lyon, faisant plusieurs voyages vers Tours. Quand l'enquête interne dont il a été chargé par *Marco Polo*²² conduit à l'éviction de Pibouleau de son poste, c'est lui qui doit assurer son intérim (il était auparavant en charge de sa protection), alors qu'il est lui-même jugé « un petit peu bavard » par Pellet...

Il sera arrêté par ses « collègues » français et la Milice, le jour-même de son départ vers la Touraine, le 22 mai 1944. Emprisonné à Saint-Paul, le policier échappe à la déportation en parvenant quelques jours à se cacher dans les caves de l'établissement. Finalement c'est la Libération qui le fera sortir des geôles de la Milice, à la Vitriolerie, le 29 août 1944, après avoir été condamné le 25 juillet à trois mois de prison : avec quelques camarades, il sera libéré par l'intendant Cussonac en personne.

Il livrera le 23 octobre 1944 à sa hiérarchie de *Marco-Polo* les résultats de sa médiocre « enquête » sur les arrestations survenues à Tours en juillet et août, dont celle du secrétaire de police Georges Aubrun, qui sera fusillé. Le 11 novembre 1945, promu commissaire, il réitère ses accusations contre son ancien collègue sans plus de preuves ni fournir plus de motifs : le tout se traduit par une mise en cause de Pibouleau, sans grand souci de la chronologie des événements et sans cohérence. L'enquête ne fait pas honneur à son auteur. Petitfils poursuit sa carrière dans l'immédiat après-guerre en Allemagne occupée. Lieutenant pendant la campagne de France, il sera homologué au grade de capitaine, sans que ce « très bon agent » soit pour autant « doué de grandes qualités d'initiative ni de commandement »...

† **Georges Auguste Aubrun**²³ est né en 1914 aux Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire). Affecté d'abord au sein de la police tourangelle (1937), il rejoint le groupe *Baobab* de *Marco-Polo* en juin 1944. Arrêté par le *Sicherheitsdienst* le 24 juillet alors qu'il est dans son bureau de secrétaire de police à Tours, il est interné à la prison locale et fusillé par les Allemands le 9 août 1944 au Camp d'aviation de Saint-Symphorien, à Parçay-Meslay, en Indre-et-Loire. Son corps est retrouvé le 26 août avec 25 autres dans un charnier creusé sur place. Il est homologué sous-lieutenant et décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

Moins malchanceux, l'inspecteur de la Brigade de Police Mobile de Marseille Gilbert Guieu²⁴ est le responsable régional du CE au sein de *Marco-Polo* et agent P2. Aussi membre d'*Ajax*, qu'il a rejoint en août 1943, il joue un rôle important quand ce réseau subit des coupes

²⁰ Après l'arrestation de Guivante, le réseau fut quelque temps placé sous la double tutelle de *Vector* et d'*Ajax*.

²¹ SHD GR 28P4 132 90, Speek, Guillaume Potin, Auguste Roppe.

²² Dont il est membre depuis avril 1942.

²³ SHD GR 21P 10114 Georges

²⁴ Né en 1917 à Marseille (Bouches-du-Rhône). SHD GR 16P 276954 Mickey.

sombres : il prend alors en charge le transfert de l'essentiel du courrier vers Lyon. Quant au commissaire Aimé Malaterre, il avait été recruté en octobre 1943 par le même réseau *Marco-Polo*, où il fut apprécié comme agent du contre-espionnage, fonction dans laquelle il identifia de nombreux agents des Allemands et prévint souvent les réfractaires des rafles programmées. Malaterre est décoré de la Croix de Guerre.

D'autres affaires entraîneront des policiers membres de *Marco-Polo* dans la mort...

Luc RUDOLPH